

in turn that they would allocate some part of the overseas oil that they would have access to the eastern Canadian market in turn.

Mr. Douglas: On a *quid pro quo* basis?

Mr. Macdonald (Rosedale): I think it is fair to say that the discussions reached a stalemate. The Canadian government was reluctant to provide, as suggested by the American government, high levels of spare capacity in the western mine, it was reluctant to build in a very high degree of storage in eastern Canada, which the Americans had suggested, and we are basically reluctant to lock ourselves into a fixed figure as to supply in the western area. So I think probably the best possible agreement that may be made—and this is a matter that is still under negotiation—will be some effort to achieve something on a best-endeavours basis. But the specific requirements that were put to Canada we found basically unacceptable.

Mr. Douglas: There is no contingency agreement finalized then?

Mr. Macdonald (Rosedale): No agreement was finalized. I think I mentioned, probably in answer to yourself in the House, that in the early future the officials will be meeting again to discuss the possibility of such an agreement, but at the moment there is none. If I could add a further nuance, the OECD countries, the European countries, Japan, Australia, ourselves and the Americans have been involved also in contingency plans from the OECD standpoint if there is a cut-off, for example, of Middle East oil. So our discussions with the Americans are also supplemented by discussions we have in OECD. It is in effect a northern hemisphere problem we are dealing with.

Mr. Douglas: In the event of a crisis, the people east of the Ottawa River are going to depend on best endeavours.

Mr. Macdonald (Rosedale): Best endeavours. We will have to decide on a storage level that we feel is reasonable for the circumstances and to provide against that, and of course there may be some additional measures. Perhaps Dr. Howland could suggest them by way of rationing or otherwise to meet the essential requirements east of the Ottawa Valley line.

Mr. Douglas: Is the pipeline from Maine to Montreal, which is owned by a subsidiary of Standard Oil, operating at full capacity? What is its capacity?

Dr. Howland: No, we still have some spare capacity in there, Mr. Douglas. It is owned essentially by the Montreal refiners. There are a number of them who own that line. It was built, if you remember, in wartime to avoid the shipments and the submarines in the St. Lawrence River. That line has been increased over the years and although I could not give you the exact figure there is still some spare capacity there. We keep in close touch with them.

• 2120

The thing which we find really puzzling, and of course the Board has given a lot of attention to this matter of security, is for what degree of disruption internationally in the oil flow you can plan. If you got into, say, total cut-down I suspect we would be into a form of crisis which could not be tolerated, and the Board has done considerable studies, with the assistance of our External Affairs

alors de nous assurer qu'ils attribuent une partie du pétrole d'outre-mer à leur disposition au marché canadien de l'est.

M. Douglas: Sur la base d'un donnant, donnant?

M. Macdonald (Rosedale): Nous devons dire que les discussions sont au point mort. Le gouvernement canadien n'était pas très disposé à assurer, comme le suggérait le gouvernement américain, le haut niveau de capacité disponible dans la mine de l'ouest; il n'était pas très disposé à faire un stockage relativement élevé dans l'est du Canada, ce que les Américains avaient proposé, et, fondamentalement, nous ne sommes pas très disposés à nous lier les mains avec un chiffre fixe quant à l'approvisionnement de l'ouest du Canada. Par conséquent, je pense que le meilleur accord auquel on pourra parvenir—et cela fait toujours l'objet de négociations—sera de faire des efforts mutuels et sincères pour satisfaire les deux parties. Cependant, de prime abord, nous avons trouvé les demandes précises qui ont été faites au Canada inacceptables.

M. Douglas: On n'est donc pas parvenu à un accord de prévoyance?

M. Macdonald (Rosedale): Aucun accord n'a été conclu. On a dit, je crois, en réponse à une des questions que vous m'avez posées à la Chambre, que dans un proche avenir les représentants officiels des deux pays se réuniront de nouveau pour discuter de la possibilité d'un tel accord, mais pour le moment il n'y en a pas. De plus, j'aimerais ajouter que les pays de l'OCDE, les pays européens, le Japon, l'Australie, les Canadiens et les Américains ont également discuté de plans de prévoyance à l'initiative de l'OCDE dans l'éventualité d'une interruption des livraisons, par exemple, du pétrole du Moyen-Orient. Par conséquent, à nos discussions avec les Américains s'ajoutent également nos discussions avec l'OCDE. Il s'agit en fait d'un problème qui touche tout l'hémisphère nord.

M. Douglas: Dans l'éventualité d'une crise, la population à l'est de la rivière Ottawa sera à la merci des bonnes volontés.

M. Macdonald (Rosedale): Des bonnes volontés. Il nous faudra décider du niveau de stockage que nous estimerons raisonnable, étant donné les circonstances, et prévoir l'approvisionnement en conséquence. Bien entendu, d'autres mesures pourront s'ajouter. M. Howland pourrait peut-être alors suggérer un rationnement ou autres choses pour satisfaire les besoins essentiels à l'est de la vallée de l'Ottawa.

M. Douglas: Est-ce que l'oléoduc qui va du Maine à Montréal et qui appartient à une filiale de *Standard Oil*, fonctionne à plein rendement? Quelle est sa capacité?

M. Howland: Non, il ne fonctionne pas à plein rendement, monsieur Douglas. Il appartient en grande partie aux raffineurs montréalais. Si vous vous souvenez, il a été construit pendant la guerre pour éviter les expéditions et les sous-marins dans le Saint-Laurent. Le débit de cet oléoduc a été augmenté au cours des années et bien que je ne puisse vous donner le chiffre exact, il ne fonctionne pas à plein rendement. Nous restons toujours en contact avec ces exploitants.

Ce que nous n'arrivons pas véritablement à déterminer, et bien entendu l'office s'est penché très attentivement sur cette question de sécurité, c'est jusqu'à quel point la libre circulation du pétrole sur le plan international peut se détériorer. S'il y avait, disons, une réduction totale j'ai bien peur que nous ayons à faire face à une forme de crise qui ne puisse être tolérée, et l'office, avec l'aide du minis-